

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

# La Commune

n°87

Avril-Juin 2012

2,5 euros

Trimestriel *La Commune*,

journal en langue française de militants

du NPA membres du courant international M.S.T-I.

(IV<sup>e</sup> Internationale)

## Le 22 avril : votez Philippe POUTOU

Archives de France : Succès du meeting du 29 mars 2012 (p.2)

Elections présidentielles : J-L.Mélenchon & F.Hollande (pp.4-7)

Algérie : La marche vers l'indépendance ( p.15)

## Archives de France

# Succès du meeting du 29 mars

Depuis septembre 2010, le personnel des Archives nationales et ses syndicats mènent une lutte acharnée contre le projet national-chauvin de Sarkozy de créer une Maison de l'Histoire de France, ou Musée de l'identité nationale. Notre journal s'en est d'ailleurs fait régulièrement l'écho.

Jeudi 29 mars 2012, un nouveau meeting était organisé contre le projet réactionnaire de Sarkozy. Nous publions ci-dessous le dernier communiqué de l'intersyndicale Archives. (extraits)

Intersyndicale CFDT-CFTC-CGT  
Archives de France

### « LE PROJET DE MAISON DE L'HISTOIRE DE FRANCE SERA ABROGÉ »

**C'est à l'unanimité que les intervenants ont exigé l'abandon du projet de Maison de l'Histoire de France !**

**Karine GLOANEC MAURIN, PS,** représentant **François HOLLANDE**

« Malgré toutes les évolutions qu'a subies le projet de MHF, il ne sera pas pour François Hollande un projet qu'il faut soutenir. »

« Ce projet n'obtiendra pas, si François Hollande est élu, de suite. François Hollande l'a annoncé le 18 mars dernier au Cirque d'Hiver et très clairement : le projet de MHF sera abrogé. »

**Gaël QUIRANTE, NPA,** représentant **Philippe POUTOU**

« Se réapproprier les outils de production, cela veut dire aussi se réapproprier les outils culturels. Ce chantier est devant nous, et il faut le mener comme a été menée la bagarre des personnels des Archives nationales : il faut faire front commun. Non à la MHF ! »

**Benoît SCHNECKENBURGER, FdG,** représentant **Jean-Luc MELENCHON**

« Nous apportons notre soutien total à la lutte des personnels et demandons l'abandon total de ce projet de MHF. Il faut mener toutes les opérations nécessaires au maintien des Archives nationales au centre de Paris et développer le projet de réhabilitation qui avait été mis en place. »

**Jacques BOUTAULT, EELV,** représentant **Eva JOLY**

« Ce projet de MHF s'inscrit dans une vision de l'histoire très idéologique, une vision très nationaliste et étriquée (...)



De gauche à droite : Michel Thibault, CFDT Archives ; Nicolas Offenstadt, historien ; Karine Gloanec Maurin, PS ; Jacques Boutault, EELV ; Béatrice Hérol, CFTC Archives ; Wladimir Susanj, CGT Archives ; Jean Bollack, philosophe ; Gaël Quirante, NPA ; Benoît Schneckemberger, FdG ; Didier Alaïme, CGT Culture.

C'est pourquoi nous resterons à vos côtés jusqu'à ce que ce projet soit abandonné. »

**Nicolas OFFENSTADT, historien, maître de conférences (Université Paris 1)**

« On a à faire non pas à un projet culturel, non pas à un projet historiographique, mais bien à un projet politique et idéologique (...) Ce Musée de l'Histoire de France est l'instrument de lutte idéologique du sarkozysme historique, du sarkozysme national et de l'identité nationale. »

« L'idée qu'il faut « faire France ensemble », voilà l'objectif du Musée. « Faire France ensemble », mais pas faire société. D'emblée, le musée est mis sous le sceau d'un discours idéologique qui est celui de l'identité nationale, de reconstruire un roman mythique qui est

celui de la France éternelle ».

**Arlette FARGE, historienne, directrice de recherche (EHESS) - message**

« Aussi le projet d'une Maison de l'Histoire de France me paraît-il dérisoire et indécent. Que veut le gouvernement si ce n'est à nouveau, sous prétexte de « restauration nationale », imposer une Histoire de France construite sur un projet identitaire insupportable. »

**Wladimir SUSANJ, secrétaire général de la CGT Archives**

« Il faut battre Sarkozy dans quatre semaines, il faut le balayer ! Il faut le balayer car il est une menace contre tous les salariés et leurs familles, il est fauteur de chômage, de misère, de bas salaires et de liquidation de nos retraites. Et il est aussi l'ennemi public n°1 de la Culture, son projet de Maison de l'Histoire de France en est la preuve ! »

**Béatrice HEROLD, représentante de la CFTC Archives**

« Quel est l'enjeu, au fond, pour nous, les personnels ? C'est la place des Archives nationales dans la Cité. Place morale, symbolique, et par conséquent, place physique dans la topographie parisienne. La décision d'implanter la MHF au sein même des AN, c'est dénier leur capacité d'ouverture sur la société, c'est se défier des compétences des professionnels. »

**- NON A LA MAISON DE L'HISTOIRE DE FRANCE DE SARKOZY  
- RENFORCEMENT ET RENOVATION DES ARCHIVES NATIONALES (CREATIONS D'EMPLOIS STATUTAIRES, RENOVATION-REHABILITATION DES MAGASINS...)**

Paris, le 2 avril 2012



## Elections présidentielles : Jean-Luc Mélenchon

# Mélenchon, le miroir aux alouettes

*Est-il besoin de parler du programme de Sarkozy ? Nous en subissons tous les jours les dramatiques conséquences. La notion même de progrès social est étrangère à ce programme qui tente de rivaliser chaque jour un peu plus avec celui du FN. Sarkozy ne promet rien d'autre que la continuité dans le pire. La seule réponse qu'appelle ce programme a été apportée par les habitants de Bayonne : « dégage ! ». Qu'en est-il de ses rivaux Hollande et Mélenchon ?*

**C**ommençons par celui qui, en toute modestie, se présente comme l'enfant des Lumières : Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche qui est une coalition largement vertébrée par le PCF. Candidat aujourd'hui soutenu par « la gauche anticapitaliste du NPA », laquelle considère que la candidature de ce transfuge de l'OCI, puis du PS, ancien ministre de Jospin, est une candidature de « rassemblement anticapitaliste ». Certes, les actes ne suivent pas les hommes et la campagne de Mélenchon a le goût d'une campagne anticapitaliste, tout comme le Canada-dry a le goût de l'alcool, sans en être. Dans la Bible, Saül, transfiguré, est devenu Paul. Dans la vie, Mélenchon reste un opportuniste. Nous ne jugeons pas sur des impressions, sur des postures, des discours lyriques mais sur le programme de ce candidat et ses actes.



### Un homme d'Etat

Jean-Luc Mélenchon fut donc ministre délégué à l'enseignement professionnel. On lui doit la création des Lycées des métiers qui lui valurent les félicitations de la PEEP, association de parents d'élèves classée à droite. Ce « Lycée des Métiers » aujourd'hui tant décrié par les enseignants avait pour but de fusionner les Lycées professionnels publics et les CFA patronaux et de généraliser l'alternance école-entreprise, pour mieux répondre aux besoins du patronat. Mélenchon le tribun ne s'en vante pas dans ses meetings...

Le calcul est simple : un BEP en deux ans en alternance équivaut à une année de cours théoriques et pratiques en moins. Les BEP n'y ont pas résisté. Quelques années plus tard, la droite les a purement et simplement supprimés. Jusqu'à plus ample informés, Mélenchon n'a jamais regretté cette mesure par la suite. Confère le peu de place que son programme accorde à l'enseignement technique : « L'investissement de l'État dans l'enseignement professionnel sera augmenté de 50 % pour que les enseignements techniques, professionnels et généraux soient d'égale qualité. » Sous-entendu : pas question de revenir sur l'alternance, sur la suppression des CAP et des BEP ; Ce qui est fait n'est plus à défaire, en somme.

### L'Union Européenne

Jean Luc Mélenchon fut un véhément défenseur du traité de Maastricht en 1992, devant les Sénateurs. Il qualifia alors ce traité scélérat de « compromis de gauche », dans un vibrant éloge à



*Les complices de l'europe de Maastricht*

« la nation européenne » (le 9 juin 1992). Mais, en 2005, il devint l'une des figures emblématiques du Non au Traité constitutionnel européen. Un pas en avant, donc. Puis, aussitôt après la victoire du Non, il fit... Deux pas en arrière. En novembre de cette année-là, il vota la motion de synthèse du congrès du PS, basée sur le texte de Hollande. Il s'en expliquait alors dans son blog : « La synthèse désigne la mise au point d'un texte d'orientation qui devient commun à ceux qui l'amendent. On part de la motion qui a recueilli le plus de voix, et on discute pour voir si ce qui paraît essentiel à chacun peut se retrouver dans un même texte. C'est ce qui a été fait. Il fallait ensuite savoir si j'approuvais ce compromis. C'est ce que j'ai fait avec la quasi-totalité des congressistes. Je l'ai fait parce que sur un point décisif à mes yeux j'obtenais gain de cause. Je parle, bien sûr, du refus de signer la Constitution européenne au lendemain de la prochaine élection présidentielle. » Le refus de signer la constitution européenne en 2007 ne mangeait plus de pain, à ce moment-là puisque que ce projet était mort, massivement rejeté dans plusieurs pays. Le PS demeurait un ardent défenseur de l'intégration européenne. A l'évidence, la rupture de Mélenchon avec le PS eût été crédible













## Une nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale

Avec la crise ouverte en 2008, nous l'avons dit, les lois de la concurrence se font faites de plus en plus dures et on peut estimer que, « toutes choses égales par ailleurs », comme disent toujours les économistes, la pression à la baisse des prix s'est accentuée. Il faut admettre que, **de manière générale**, les pressions déflationnistes sont concomitantes à la crise<sup>12</sup>. La déflation découlerait ainsi des lois de la concurrence analysées par Marx et de la nécessaire correspondance entre valeur et prix.

Pourtant, bien qu'après fin 2008, des tendances déflationnistes se soient manifestées dans de nombreux secteurs d'activité (l'automobile, le textile et d'autres branches de biens de consommation et de biens d'équipement), dans la plupart des pays industrialisés, et ce, jusqu'à aujourd'hui, le niveau **moyen** des prix n'a pas baissé, il a continué à augmenter, bien que de façon beaucoup plus réduite et différenciée<sup>13</sup>. C'est d'ailleurs en postulant que les prix ne pouvaient vraiment pas repartir à la hausse, que le risque inflationniste serait désormais limité que les plans de « sauvetage » des banques, par la création massive de monnaie, avaient été justifiés et largement mis en œuvre en Europe et aux Etats-Unis.

Ces conceptions ont été validées non seulement par des « experts » keynésiens ou post-keynésiens (Krugman,) mis aussi par des politiciens et des banquiers parfaitement orthodoxes (Bernanke aux Etats-Unis). La référence implicite était la crainte d'un retour à la sombre période de la crise de 1929 jusqu'à l'avènement de ROOSEVELT en 1933, période où « l'orthodoxie monétaire » de réduction de la masse monétaire avait prévalu<sup>14</sup>.

On pourrait dire que, au moment du déclenchement de la crise et jusqu'en 2009-2010, les mécanismes puissants de la concurrence ont pesé en faveur de la baisse des prix mondiaux des marchandises et des services mais que, contrecarrant ce processus, la « planche à billets » et les diverses formules de « quantitative easing » ont permis de contenir le phénomène. La situation va pourtant se modifier en fin de période car on va assister à **une très forte hausse du prix des matières**

**premières**, agricoles et industrielles ainsi que des prix du pétrole. Des causes « réelles » selon les experts (le climat, la rareté de certains produits) mais aussi, incontestablement, la **spéculation**. En effet, des capitaux qui ne parviennent plus à se mettre en valeur dans l'immobilier ou la Finance se reportent vers ces nouveaux marchés où il est possible de réaliser rapidement d'importants bénéfices.

Le contexte politique général au Moyen Orient, ainsi que les révolutions arabes ont également favorisé le phénomène.

Parallèlement à la déflation par prix, il faut considérer les processus de **déflation salariale** (baisse des revenus du travail) qui lui sont liés. Théoriquement, même si dans une première étape, notamment dans un pays comme la France, les modalités de l'assurance-chômage et les « amortisseurs sociaux » ont pu freiner la baisse des revenus salariaux, la crise, ne serait-ce que par l'extension du chômage, doit nécessairement combiner **déflation des prix et déflation salariale**.

Mais il est un processus déflationniste qui va venir s'ajouter à déflation des prix et des salaires et qui se manifeste généralement dans la première phase de la crise, c'est celui de **la déflation des dettes**. En effet, la crise « révèle » le surendettement des entreprises, des banques et aussi des ménages. En 1929, aux Etats-Unis, l'endettement précurseur du krach s'était surtout développé à travers les achats d'actions et de titres boursiers, titres ayant été, surtout dans la dernière phase de hausse de la Bourse, acquis à crédit auprès des banques mais aussi d'institutions financières spécialisées<sup>15</sup> qui feront d'ailleurs massivement faillite au moment du krach d'Octobre 1929.

Irving FISHER, (à l'origine un banquier mais et dont la banque avait fait faillite en 1929) avait théorisé, après coup, ce mécanisme spécifique de déflation<sup>16</sup>. Si,



en 1929, les actions avaient atteint un cours si élevé, sans rapport avec la perte de rentabilité de l'économie réelle, c'est que les banques avaient engagé des capitaux dans « des opérations improductives sans espoir ». Le laxisme monétaire, « l'indulgence » du contrôle ont généré des « bulles », une frénésie spéculative financée par l'endettement dans l'immobilier et la Bourse. Il mettait en cause la responsabilité de la Réserve Fédérale, de Wall Street et de l'administration de Washington dans la propagation des excès du crédit et de la déflation par la dette qui en a résulté.

Le 15 novembre 2011

*Nous publions cette analyse que nous partageons pleinement avec l'aimable autorisation de son auteur : Robert Rollinat.*

## Etat espagnol : Après le succès du 29 mars

# Et maintenant ?

Le 29 mars des centaines de milliers de salariés, répondant à l'appel des Commissions ouvrières et de l'UGT, ont manifesté dans les rues de toutes les villes d'Espagne contre la réforme du travail et contre le plan d'austérité préparés par le gouvernement Rajoy. Alors que les dirigeants syndicaux appelaient le gouvernement à la négociation, en lui laissant un délai de réflexion jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, celui-ci a immédiatement répondu par la bouche de sa ministre de l'emploi, Fatima Banez : « La loi ne sera pas changée ! »

**A**vec l'arrivée du gouvernement Rajoy, les mesures anti-ouvrières entamées par Zapatero se sont aggravées, contre-réforme du travail, austérité accrue pour satisfaire aux demandes de l'UE avec comme objectif le remboursement de la dette. Ces agressions ont provoqué la colère d'une classe ouvrière déjà réduite à la portion congrue quant aux salaires et à la précarité de l'emploi par trente trois ans de dialogue social entre l'État, les patrons et les syndicats. Et ce n'est qu'après que les syndicats nationalistes basques aient appelé à une grève de 24 heures le 29 mars que les directions de l'UGT et des CCOO s'y sont ralliées contraintes et forcées.

### Un premier avertissement

La convocation de la grève dans l'unité de tous les syndicats, est cependant une première au Pays Basque, ce qui a favorisé son étendue et sa suivie massive. Sa portée se verra néanmoins limitée par l'absence d'un objectif politique précis si ce n'est celui de négocier la modification de cette rétro-réforme, selon les termes mêmes employés par les dirigeants syndicaux de l'UGT et des CCOO qui ne parlent pas, loin s'en faut, de son retrait pur et simple, bien que telle est l'aspiration première de la classe ouvrière. Mais peut-on attendre autre chose de dirigeants qui ont entériné tous les plans de restructuration industrielle engagés par les gouvernements successifs depuis trois décennies et qui, tout récemment encore, s'asseyaient encore à la table des négociations pour accepter les propositions patronales de gel des salaires et de flexibilité du travail ?

### Échec du « dialogue social »

C'est cette pratique ininterrompue de la collaboration de classe, de la démobilisation perpétuelle imposée par ces dirigeants qui ont poussé le gouvernement du PP à oser affronter la classe ouvrière malgré sa faiblesse manifeste, puisqu'il vient d'essuyer trois mois à peine après son investiture deux défaites simultanées aux



Le 29 mars dans tout l'état espagnol

élections régionales en Andalousie et aux Asturies. C'est aussi ce dialogue social auquel ils font de nouveau appel au lendemain de la grève qui a empêché les travailleurs et, derrière eux, toute la population de se défendre contre les agressions successives des capitalistes et de leurs gouvernements Sans un changement radical de cette stratégie des dirigeants syndicaux qui nous parlent de retour aux conditions de travail du XIX<sup>e</sup> siècle, car la réforme permet de modifier les salaires et les horaires de travail, la mobilité des postes de travail ainsi que les licenciements, au prétexte d'une baisse des profits des entreprises et, de plus, elle abaisse les indemnités de licenciements de moitié, conduisant, en un mot, à une classe ouvrière taillable et corvéable à merci.

### Lutte de classes

Sans une intensification de la lutte de classes, capable de reconstituer les

acquis de la classe ouvrière et de les étendre, aucune issue favorable aux intérêts de la majorité de la population n'est possible. Rappelons que ces conquêtes sociales, aujourd'hui supprimées par le décret du gouvernement du PSOE sur les retraites et celui de PP sur le travail, furent arrachées en Espagne en pleine dictature militaire et qu'elles commencèrent à être battues en brèche par les premières mesures de restructuration économique du PSOE de Felipe Gonzalez à partir de 1982 - mines, sidérurgie, chantiers navals, banques passèrent à la guillotine avec un coût d'un million de licenciements, vouant à la déchéance des régions entières et ne s'imposèrent que grâce à l'appui décisif des directions des CCOO et de l'UGT qui, depuis, n'ont cessé de préconiser le dialogue social pour résoudre les conflits sociaux, n'hésitant pas à disqualifier la grève comme outil de défense des revendications ouvrières (déclarations au journal « El Pais » de Fernandez Toxo, secrétaire général des CCOO). Toutes ces attaques ne pourront être surmontées qu'avec la mise en œuvre des méthodes classiques de la lutte de classes : assemblées générales, élections de délégués révocables et de comités de grève, incluant les syndicats de classe et le rejet de toutes les entraves à leur action (services minimums, préavis de grève, piquets), toutes conditions essentielles à la réalisation effective de la grève générale.

**Le 31 mars 2012**  
**Domingo Blaya**



## Argentine : 8<sup>e</sup> Congrès du MST

# Nouvelle situation, nouveaux défis

Du 8 au 11 mars s'est tenu, à Buenos Aires, le 8<sup>e</sup> congrès du MST. A son ordre du jour la discussion sur la situation internationale et nationale, le bilan de la période écoulée et l'orientation politique pour la prochaine, un congrès vivant qui a reflété les progrès réalisés dans la construction du MST sur tout le territoire de ce vaste pays : l'Argentine. Premier bilan

**A**u meeting d'ouverture étaient présents les délégués de notre courant international, ainsi que Pino Solanas et les représentants de toutes les organisations qui composent « Proyecto Sur » (Projet Sud), les secrétaires généraux de la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) : Pablo Micheli, secrétaire national et Carlos Chile, secrétaire pour Buenos Aires.

### La crise mondiale du capitalisme

C'est le rapport sur la situation internationale et sa discussion qui a ouvert le premier jour du Congrès. L'analyse de la crise capitaliste dont l'épicentre se trouve au cœur de l'impérialisme : USA, Europe et Japon, crise qui va continuer de se développer, combinée à un processus de décélération des économies chinoise, brésilienne, a été au centre des débats. Les puissances impérialistes ont toutes engagé des plans d'austérités remettant en cause toutes les conquêtes sociales arrachées par les travailleurs et les peuples dans la lutte des classes. Cette situation ouvre la voie à de nouveaux et importants processus de luttes et de réponses sociales, de constructions politiques anticapitalistes et antimpérialistes. Les grandes mobilisations dans l'Etat espagnol, l'appel à la grève générale, les manifestations en Italie, les manifestations en Russie contre la fraude électorale, la grève des enseignants sur la question des salaires dans notre propre pays, tout ceci au moment de notre Congrès, indiquent la dynamique de la situation. Dans ce cadre, notre Congrès a décidé d'engager une campagne en Amérique latine contre les « mégaminéras » - gigantesques mines à ciel ouvert qui évalent toute la cordillère des Andes – et une autre campagne en soutien au processus des révolutions arabes ainsi que contre le régime syrien qui mène une répression

feroce, sanguinaire, contre le peuple qui s'est dressé contre lui.

### Regroupement international

Le Congrès a évalué les conclusions du récent voyage de nos délégués à Amsterdam à la réunion du Comité International de la IV<sup>e</sup> Internationale, où nous avons signé un protocole d'accord, point de départ d'un processus de convergence et de travail commun qui se poursuivra jusqu'au prochain congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le 8<sup>e</sup> Congrès du MST a approuvé la nécessité d'avancer dans notre politique de regroupement international des révolutionnaires, qui s'exprime aujourd'hui dans la possible unification et convergence de notre courant et du secteur du trotskysme provenant du « mandélisme » (1), sous le sigle de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui aujourd'hui regroupe des organisations de gauche d'origines diverses.



Meeting d'ouverture du 8<sup>e</sup> congrès du MST

### Accélération et nouveaux processus

Le débat sur la situation nationale a mis en exergue que l'Argentine de 2012 est le reflet d'un changement politique. L'irruption de la crise internationale et l'essoufflement de la politique « Kirchneriste » oblige le gouvernement à s'affronter à des secteurs du mouvement de masse. C'est ce que nous avons vu dans le choc entre les

entreprises des « megaminéras » et les peuples qui se dressent contre elles. Ou encore dans la catastrophe ferroviaire à la gare « Once » qui a mis à jour la corruption et l'irresponsabilité de ce gouvernement et des concessionnaires des lignes de chemin de fer privatisées. La crise du « Kirchnerisme » s'exprime aussi dans les attaques de la Présidente, Cristina Kirchner, contre les enseignants en lutte pour des salaires décentes.

Tous ces faits, ainsi que l'augmentation des prix des services, des transports publics et des produits alimentaires font craindre, à juste titre, dans la population, l'approche de temps difficiles. De là l'importance que notre congrès a donnée au renforcement de notre présence dans la CTA (Centrale des travailleurs argentins) et dans la construction de cette centrale syndicale qui, aujourd'hui, est la seule à manifester contre les mesures d'austérité. Nous participons activement comme Courant syndical du MST dans les luttes engagées par les fédérations de cette centrale, de même que nous soutenons la construction de nouvelles directions syndicales et de listes d'opposition dans les fédérations de la CGT, qui par la crise de la vieille bureaucratie, ouvre des espaces à ces nouveaux phénomènes.

### Renforcer et développer le MST

Pour la construction d'un outil politique large avec un programme de fond, le MST a réaffirmé sa participation à la construction du « Movimiento Proyecto Sur », car c'est la seule alternative qui dresse de manière unitaire les grandes orientations dont le pays a besoin.

(1) Du nom d'Ernest Mandel (1923-1995), responsable du Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale

Extraits d' « Alternativa Socialista » du 15 mars 2012  
Traduction Elie Cofinhal





Trimestriel

N°87 nouvelle série - N°144 ancienne série

Rédacteur en chef: Elie COFINHAL

**Comité de rédaction :**

Wladimir SUSANJ, Pierre-Yves CHIRON, Pedro CARRASQUEDO, Eric CLERIN, Anne GITAMENN, Benoît TAUSSAC, Jérôme LEFAURE, Daniel PETRI, Alain FOULON, Françoise DEBREUILLE, correspondants : Domingo BLAYA-BARREA, Mikel LANDABURU (Etat espagnol), Youssef RAMDANE (Algérie), Alternativa socialista (Argentine), Marea socialista (PSUV-Venezuela).

**Directeur de publication :**

Pedro CARRASQUEDO.

Commission paritaire 0611G88134

ISSN 1271-1101

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* ».

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'Humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938. Notre drapeau, c'est la IV<sup>e</sup> internationale. Notre programme : le Programme de Transition.

**Nos liens :**

Venezuela : [www.aporrea.org](http://www.aporrea.org)

[www.mareasocialista.com](http://www.mareasocialista.com)

Argentine : [www.mst.org.ar](http://www.mst.org.ar)

France : [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



**Léon Trotsky**  
( 1879 - 1940 )



*«Le Front populaire est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance politique durable a nécessairement comme programme d'action, le programme du plus mesuré des partis coalisés. Le Front populaire signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français représentent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du parti radical sont inscrits «patriotisme» et «démocratie». Le patriotisme signifie la défense de l'empire colonial de la France ; la «démocratie» ne signifie rien de réel, mais sert seulement à enchaîner au char de l'impérialisme les classes petites-bourgeoises. C'est précisément parce que les radicaux unissent l'impérialisme pillard à une démocratie de façade que, plus que tout autre parti, ils sont contraints de mentir et de tromper les masses populaires. On peut dire sans exagération que le parti de Herriot-Daladier est le plus dépravé de tous les partis français, représentant une sorte de bouillon de culture pour les carriéristes, les individus vénaux, les affairistes de la Bourse et, en général, les aventuriers de toute sorte. Puisque les partis du Front populaire ne pouvaient aller au-delà du programme des radicaux, cela signifiait pratiquement qu'il soumettait les ouvriers et les paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie.*

**Léon Trotsky**

**L'heure de la décision approche : sur la situation en France**

**18 décembre 1938**

